

**REVUE**

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (11<sup>e</sup>) — Tél. : CEN. 68-96

C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie 603.201 Paris

**DALIDER**  
**HERRIOT & C<sup>ie</sup>**  
**font tout pour**

SEPT ANNEES DE GUERRE AU VIETNAM

Retrait du corps expéditionnaire

SEPT ans que dure le massacre ! Depuis septembre 1945 où, sous les ordres de Leclerc, s'engagea l'action de reconquête coloniale, le sang n'a pas cessé de couler un seul jour en Indochine.

Tant que dura en France le tripartisme, le mouvement populaire vietnamien fut sacrifié à grand renfort de dollars : à travers les compromis votés, le colonialisme eurent ses succès.

Mais depuis, quel est le bilan ? chaque année aura connu son désastre majeur, payé deux fois, la première en sang, la seconde en misère.

Octobre 1950, c'est la déroute de Cao Bang à Lang Son et Mon Cay. Mars 1952, c'est l'écrasement français de Hoa Binh, occupé précédemment par bluff « pour le communiqué ». Maintenant c'est tout le pays qui échappe à l'occupation française.

Flévrux, les gouvernements accusent de démolir l'armée, quelconque est se retourner sur le responsable de leur guerre. Comme si ce qui démolit l'armée n'était pas la guerre elle-même, ressentie par les combattants (les lettres de soldats que nous avons publiées sous le titre « le pouvoir ») comme l'impossible et injustifiable lutte contre tout un peuple, contre la révolution aux flots chaque jour plus gonflés. Car c'est de l'Indochine, de la Chine moitie que les armements les plus modernes ne peuvent avoir raison de peuples qui n'ont que le choix entre leurs chaînes et un monde à gagner. Les ministres peuvent ignorer ou feindre d'ignorer que leurs contre-offensives, annoncées à grands sons de trompe, n'ont aucune portée, et qu'ils peuvent bien ravager des kilomètres carrés de « territoire viet-minh », provisoirement abandonnés selon une stratégie expérimée par Mao Tse Tung et décevamment expérimentée par sa quatrième armée de route, demain ils devront tout abandonner, déclinés par les infiltrations en même temps qu'attaqués aux points désirés par un ennemi dix fois supérieur en nombre, ignorant les fondements d'ignorer qu'il ne s'agit pas de questions purement militaires, mais d'une guerre de classe où les éléments sociaux pesent d'un poids décisif, c'est à accumuler les ruines en les parties.

Rien n'arrêtera la révolution coloniale montante et cela détermine les responsabilités. Les responsables sont ceux qui s'obstinent à envoyer toujours plus de troupes à un massacre certain pour la défense des intérêts de la bourgeoisie.

M. Plevin a proclamé que la France ne défendait plus en Indochine des intérêts égoïstes, c'est-à-dire, spécifiquement ceux

du capitalisme français. M. Plevin dit vrai, ce sont maintenant les intérêts généraux du capitalisme condamné, que protègent les poitrines du corps expéditionnaire.

Mais les travailleurs de ce pays n'ont pas plus de désir de donner leur sang pour les intérêts généraux de la bourgeoisie mondiale tout entière que pour les intérêts particuliers de leurs propres exploités. Ils ne sont pas sensibles au désintéressement de M. Plevin. Ils sont « égoïstement » partisans que vivent les malheureux soldats nord-africains, noirs ou français qui protègent l'idéal absolu d'exploitation de MM. Plevin et Co.

Ils sont « égoïstement » partisans d'un affaiblissement de la société bourgeoise dans son ensemble et par là même de celle de leur propre bourgeoisie, qui les rendrait plus forts dans la lutte pour leurs propres objectifs de classe. C'est pourquoi, ils pensent qu'il n'y a qu'une seule façon de manifester sans hypocrisie de la solidarité aux malheureux qui souffrent en Indochine, c'est d'exiger le retrait pur et simple, immédiat et sans condition du corps expéditionnaire.

Michel LEQUENNE.

LE MIROIR AUX ALOUETTES DU FRONT NATIONAL

L'INAUGURATION du barrage de Donzère-Mondragon a été l'occasion d'un discours dans lequel Vincent Auriol a lancé un cri d'alarme vers les Etats-Unis. S'adressant aux ambassadeurs des pays étrangers participant à l'inauguration il leur a dit : « L'Indochine nous a coûté le double de ce que nous avons reçu au titre de l'Indochine, pour l'inspiration à A... pour défendre la sécurité de l'Europe et du monde ».

Au lieu d'être reconnaissant des efforts faits par son partenaire français, pour la sécurité du capitalisme mondial, le gouvernement des U.S.A. réduit les commandes « off shore », vote à l'O.N.U., pour l'inspiration à l'ordre du jour des questions tunisienne et marocaine, s'appuie de plus en plus sur l'Allemagne occidentale dans la préparation de la grande croisade impérialiste.

Il y a de quoi alarmer le Président

des intérêts de la bourgeoisie française. Car le minimum de stabilité acquise à grand peine par le capitalisme français risque d'être remis en question.

Le capitalisme français par suite de la disparition momentanée du rival allemand avait pu trouver des débouchés malgré ses prix élevés. Or, voici que les débouchés se restreignent, que les besoins solvables se font plus rares, et au même moment renait la puissante production allemande.

augmentent, considérablement les prix français.

Pourtant la bourgeoisie française ne veut se résoudre ni à se retirer du Viet Nam, ni à diminuer les charges du budget militaire.

Les impérialistes américains n'ont que peu de confiance dans un allié aussi faible. Vincent Auriol aura beau les supplier de déterminer « une politique commune » pour le service de la sécurité commune. Il a beau réclamer que « les droits de chacun soient égaux et les charges équitables réparties entre tous à la mesure des sacrifices subis hier et aujourd'hui pour la cause commune » en échange de quoi il promet le concours de la France à « l'intérêt mondial » (c'est-à-dire à la préparation à la guerre) les dirigeants de la bourgeoisie américaine recherchent des alliés plus solides et ne font pas confiance à l'impérialisme français pour maintenir l'ordre « en Afrique du Nord : ils préfèrent y installer leurs propres bases ».



Que d'ennuis avec l'armée européenne, la Sarre, la guerre d'Indochine, l'Afrique du Nord, la restriction des crédits américains, le budget, les impôts, la Sécurité Sociale, etc... Le Président Auriol sous son parapluie attend la fin de son septennat : « Après moi, le déluge. »

En dépit des pleurs du Président, le capitalisme français est relégué à une place de troisième ordre dans la condition atlantique. Il ne lui reste qu'à trouver les moyens de résister ses difficultés supplémentaires sur le dos des travailleurs.

Les milliards dont a été frustrée la classe ouvrière par le blocage des salaires depuis un an, l'impôt fiscal en augmentation de 15 %, ont permis de payer en gros la guerre d'Indochine. La réforme fiscale en projet vise à un nouveau tour de vis pour faire payer aux travailleurs la diminution de l'impôt américain ou budget de guerre. La suppression des taxes locales additionnelles sur le chiffre d'affaires et leur remplacement par des taxes sur les ventes aux détails et les prestations de services s'ajoutent aux renforcements

des impôts indirects, faire payer directement à la grande masse des consommateurs, les salaires, les charges nouvelles. L'article 48 du projet de réforme fiscale projette le recouvrement par les services de l'impôt des cotisations à la Sécurité Sociale, ce qui permettrait au gouvernement de mettre la main sur le budget de la Sécurité sociale et de la serrer.

Les dirigeants du Parti socialiste ont bien du souci. Ils s'efforcent de trouver une solution, sans remettre en cause l'alliance atlantique et les intérêts de la bourgeoisie française. Dans Le Populaire, F. Caussy a trouvé quelque chose d'original : des formes nouvelles de prêts garantis. De son côté, Gilles Gouard de retour d'un voyage aux U.S.A. a trouvé les moyens de convaincre le gouvernement américain à consentir ces nouveaux prêts : « leur faire un bilan très réaliste de notre situation... et, ils comprendront ». Comme c'est simple, il suffirait d'y penser.

Les dirigeants du P.C.F. sont soulevés d'un immense espoir. Daladier, au Congrès radical a expliqué qu'il fallait « faire appel aux sentiments patriotiques et à la fierté des Français », qu'il fallait faire « tous ses efforts pour apaiser le conflit entre l'Est et l'Ouest ».

Herriot a déclaré que « le projet de traité (sur l'armée européenne) était inconstitutionnel », et que « il n'est pas indigne de la France de tenir le rôle d'arbitre et d'appuyer son concours à toute tentative de sauver la paix ». Les dirigeants du P.C.F. y voient le reflet croissant de l'hostilité des Etats-Unis à l'égard de la guerre. Ils ne oublient de mentionner, quand ils dénoncent le décret Serol qui permit de guillotiner Jean Catalas et de condamner à mort des communistes, que le président du Conseil en 1940, au moment où fut pris le décret Serol, s'appelaient Edouard Daladier. Ils sont obligés néanmoins à plus de prudence qu'Yves Farge, compagnon de route et président du Conseil de la Paix qui, dans l'Observateur, écrit : « Je crois que le plus important est de rechercher les moyens d'entraîner les citoyens (classés) comme ils le sont et peut-être pour longtemps) à soutenir les hommes politiques qui viennent de prendre ».

S. JUST.

(Suite page 4.)

LETTRE DU P.C.I. aux militants communistes

Camarades, Depuis la Libération, quel chemin a été parcouru ! La classe ouvrière était forte, elle possédait les armes, rien ne semblait pouvoir résister à son élan ; les classes moyennes se rangeaient derrière elle ; les capitalistes et leurs agents avaient des paroles conciliantes à la bouche. Aujourd'hui, la classe ouvrière est affaiblie, paralysée par la division, désarmée ; ses organisations se sont amenuisées. La bourgeoisie attaque, provoque, emprisonne Jacques Duclos, emprisonne Leosp, emprisonne des militants de l'U.J. R.F., prépare des poursuites contre tous les membres du bureau politique de votre parti, licencie les délégués, use sans frein de la répression et de la provocation.

Dans ces conditions, chacun s'interroge et se demande :

MISES ? OU SONT LES RESPONSABLES du recul du travailleur, de ces occasions historiques de luttes pour le pouvoir ouvrier perdues dans ces huit dernières années ? QUI a ainsi sapé l'admirable combativité des grèves insurrectionnelles, des grands mouvements du printemps 1947, de l'été 1947, de la grève des mineurs de 1948, de la grève des courriers du Viet Nam, du combat contre les dix-huit mois et de tant d'autres combats ?

Mais une nouvelle question — une nouvelle inquiétude étreint chaque travailleur conscient de ce pays : Marty et Tillon sont sanctionnés et mis publiquement en accusation !

Tillon, l'organisateur des F.T.P. et l'un des dirigeants de l'insurrection de 1944.

Marty, celui qui symbolise pour tous les militants communistes français la promesse de la lutte révolutionnaire, l'homme qui se mettaient tous leurs espoirs dans un avenir socialiste, chaque fois qu'ils prenaient à douter de la justice des positions prises par votre parti.

C'est Marty que l'on frappe, aujourd'hui où la lutte se fait plus dure, plus difficile, où il faudrait tendre les volontés, faire appel au courage et à l'initiative de la base.

Alors, chaque militant communiste est en droit de se demander : quelles raisons ont guidé cette attaque inattendue, si néfaste à mon parti et si profitable à l'ennemi de classe ?

Le rapporteur du Bureau politique au Comité Central des 3 et 4 septembre (suite page 2.)

QUELLES FAUTES ONT ETE COM-

CHRONIQUE NORD-AFRICAIN DE LUTTE POUR L'INDEPENDANCE

En Afrique du Nord, chaque semaine qui passe, voit se renforcer un potentiel de forces révolutionnaires qui, inévitablement, bouleversera de fond en comble les rapports de forces actuels de l'impérialisme et les événements d'Afrique du Nord, a le devoir non seulement de suivre avec sympathie, mais surtout d'aider la lutte libératrice des Algériens, Tunisiens et Marocains. Notre journal s'engage dans une chronique dans laquelle il s'efforce, en faisant le point de la situation en Afrique du Nord, de dégager les bases d'une action concrète du prolétariat français.

Problèmes algériens

Au Congrès du Syndicat C.G.T. de chez Renault, un délégué Nord-Africain, Siyemi, membre de la Commission nord-africaine confédérale a déclaré :

« Les capacités combattives des travailleurs nord-africains sont connues de tous. Il n'y a pas une action, une grève ou un problème de lutte pour les intérêts des travailleurs français où les Nord-Africains n'ont pas participé. Dans la lutte ils sont là et vous le savez. Cependant, je m'adresse directement aux responsables du syndicat. Nous, travailleurs nord-africains, sommes bien informés que les travailleurs français sont avec nous. Et pourtant, malgré cette sympathie des travailleurs que nous connaissons, le 23 mai, pour une action engagée contre les mesures d'exception prises par l'impérialisme français contre notre chef national Messali Hadj, nous sommes restés seuls. Pourquoi ? parce que les responsables du syndicat Renault n'ont pas fait le travail nécessaire dans l'usine, parce qu'ils n'ont pas appelé ouvertement, publiquement les travailleurs de chez Renault à manifester avec nous... Le 14 mai, le camarade Messali est déporté. Le 28 mai Jacques Duclos est arrêté et avec lui des militants algériens. Le 23 mai nous étions seuls. Mais le jour, les travailleurs nord-africains étaient en grève avec les travailleurs français de chez Renault ».

Siyemi conclut en montrant que : « Quand l'impérialisme français frappe le mouvement national algérien, il s'agit de frapper le mouvement ouvrier français ».

Nous abordons là, le problème vital des relations entre travailleurs français et travailleurs algériens, qui pose le problème de la responsabilité des directions des grands partis ouvriers. La direction du Parti socialiste, est

Pierre LAMBERT. (Suite page 3.)

UN ASPECT DU REDRESSEMENT DEMOCRATIQUE DE LA C.G.T. : La réintégration des exclus

Nous commençons une série d'articles concernant la réintégration des exclus de la C.G.T. Nous essaierons de faire un tour d'horizon aussi large que possible pour démontrer que cette réintégration dépasse largement la perspective des camarades en cause.

Il ne s'agit pas d'une « amnistie » ouvrière, pas plus qu'il n'est question, pour les camarades incriminés, de faire dans le mouvement ouvrier français et du droit imprescriptible pour chacun d'y défendre ses idées et opinions ; il ne s'agit pas de montrer que l'hémorragie syndicale dont toutes les centrales sont aujourd'hui les victimes n'est que le résultat de récentes malades à ses causes dans la période qui nous sépare de la Libération.

Le Congrès du syndicat C.G.T. Renault a montré comment la critique et l'auto-critique avaient été à l'honneur. Le congrès fédéral des métaux de Lyon en a marqué les limites. Mais il est une auto-critique qui n'est pas droit de cité, c'est celle concernant l'exclusion de Daniel Renard, il y a déjà deux ans.

Au mois de novembre 1950, les dirigeants de la C.G.T. firent circuler une pétition demandant que Renard soit exclu de la C.G.T. Pour ce faire, les accusations portées étaient doubles. Les dirigeants staliniens de la section syndicale préféraient : le voyage que Renard fit en Yougoslavie et son soutien de la « clique fasciste de Belgrade » ; les critiques « systématiques » que ce camarade formulait contre les dirigeants de la C.G.T. Ceci n'était évidemment que prétexte. Ce qui était gênant pour les bureaucrates staliniens c'était la politique que défendait Renard, non seulement depuis 1950 ou 1949, mais depuis 1947.

Avril-mai 1947 Les « communistes » sont au gouvernement. Ils pratiquent la politique du blocage des salaires, en dépit d'une montée continue des prix depuis 1944. Le mot d'ordre de l'échelle mobile des salaires est traîné dans la boue comme une solution de faïencés. « Il faut produire d'abord, revendiquer ensuite. » La classe ouvrière musmée, car les « communistes » ont décrété que la grève est l'arme des trués ». Inutile de dire qu'à cette époque, Jouhaux et Frachon se donnent la main et que la C.P.T.C. fidèle à sa politique de collaboration des classes qu'elle vient tout récemment de réaffirmer, les soutient sans réserve. Les militants ont en assez. Le 25 avril, Renault débraye dans un secteur. La grève s'étend rapidement à toute l'usine.

« L'Humanité » tente, vainement, d'entraver le mouvement et de salir les militants qui sont à sa tête. Que font les Trotskistes ? Inconditionnellement du côté ouvrier contre le gouvernement, ce fidèle gérant des intérêts capitalistes.

Près de trois millions de travailleurs sont en grève. Chez Renault, les trotskistes, dans les assemblées d'ateliers, au Comité central de grève où ils ont été élus, tentent de centraliser, coordonner, unifier le mouvement en une immense grève générale et au delà. Le camarade Renard, plus particulièrement, dénonce devant le Comité central de grève l'incurie et la carence de la C.G.T. : « Contrairement à cela (lancer le mot d'ordre de grève générale) les dirigeants majoritaires de la C.G.T. ne veulent pas prendre leurs responsabilités. Ils ne veulent pas lancer le mot d'ordre de grève générale. » Frachon se vante maintenant de n'avoir pas donné l'ordre de grève générale. « Ils savent bien que jamais la C.G.T. n'a lancé le mot d'ordre de grève générale. » (« L'Humanité » du dimanche 7 décembre 1947.) (Extrait d'une lettre ouverte au Comité central de grève

Novembre-Décembre 1947

Près de trois millions de travailleurs sont en grève. Chez Renault, les trotskistes, dans les assemblées d'ateliers, au Comité central de grève où ils ont été élus, tentent de centraliser, coordonner, unifier le mouvement en une immense grève générale et au delà. Le camarade Renard, plus particulièrement, dénonce devant le Comité central de grève l'incurie et la carence de la C.G.T. : « Contrairement à cela (lancer le mot d'ordre de grève générale) les dirigeants majoritaires de la C.G.T. ne veulent pas prendre leurs responsabilités. Ils ne veulent pas lancer le mot d'ordre de grève générale. » Frachon se vante maintenant de n'avoir pas donné l'ordre de grève générale. « Ils savent bien que jamais la C.G.T. n'a lancé le mot d'ordre de grève générale. » (« L'Humanité » du dimanche 7 décembre 1947.) (Extrait d'une lettre ouverte au Comité central de grève

(Suite page 4.)

# Lettre du P.C. aux militants communistes

(Suite de la première page.)

1952, Léon Mauvais, déclarait : « La situation est grave ». Effectivement, l'éviction de Marty et de Tillon est un événement d'une extrême gravité, d'autant plus qu'il apparaît dès maintenant que les mesures ne s'arrêteront pas en attendant que Marty et de Tillon. L'enquête continue », dit-il.

## Les campagnes de paix

« TILLON A EU DES RÉTICENCES A ENGAGER LES CAMPAGNES DÉCIDÉES DÉMOCRATIQUEMENT PAR LE CONSEIL MONDIAL DE LA PAIX. »

Comment se sont manifestées ces « réticences », cela n'est pas dit. Mais ce qui est certain, c'est que nombreux sont, dans votre Parti, les militants qui ont manifesté plus que des réticences à s'engager dans les campagnes de signatures. A différents reprises, le C.C. a dénoncé le peu d'enthousiasme pour ces campagnes. Jeanette Vermais, dans son article-rapport du 21.5, le constate allégrement. Ces réticences s'expliquent tout simplement par le réalisme de classe des meilleurs militants communistes qui doutent de l'efficacité dans la lutte contre la guerre, d'un appel à tous les « français de toutes conditions sociales et de toutes classes », à signer l'appel de Stockholm ou l'appel au pacte des 5 Grands.

Dans son rapport du 3 mai 1952, Billoux le disait justement lui-même : « L'ennemi à combattre en France, c'est la bourgeoisie française qui livre la pays à l'occupation américaine, détruit les libertés démocratiques, opprime les peuples coloniaux et leur fait la guerre, veut faire supporter à la classe ouvrière et aux masses laborieuses les charges résultant de la préparation à la guerre pour plonger ensuite le peuple de France dans la guerre. »

C'est précisément en montrant toute la malice de notre propre bourgeoisie que nous ferons triompher cette idée qu'il faut en finir avec cet ennemi de la classe ouvrière, du peuple, de la France.

Dans ces conditions, la défense, par exemple, de l'industrie française, ne peut pas être entreprise dans une « union nationale » des ouvriers, des classes moyennes et des industriels — ce ne serait qu'une union de trahis et de traîtres, alors que ce doit être une union de tous ceux qui se refusent à la trahison contre les organisateurs de la trahison.

Billoux traduisait ainsi les mêmes « réti-

claire la résolution du secrétariat du parti. Nombreux sont, à tous les échelons, les militants qui seront sanctionnés sous une forme ou sous une autre.

« Camarades du P.C.F., vous êtes, comme nous, troublés, par la nature des accusations portées contre Marty et Tillon. »

## Les campagnes de paix

« TILLON A EU DES RÉTICENCES A ENGAGER LES CAMPAGNES DÉCIDÉES DÉMOCRATIQUEMENT PAR LE CONSEIL MONDIAL DE LA PAIX. »

« L'ennemi à combattre en France, c'est la bourgeoisie française qui livre la pays à l'occupation américaine, détruit les libertés démocratiques, opprime les peuples coloniaux et leur fait la guerre, veut faire supporter à la classe ouvrière et aux masses laborieuses les charges résultant de la préparation à la guerre pour plonger ensuite le peuple de France dans la guerre. »

C'est à tort qu'en premier lieu, que la tâche la plus haute, en France, pour la défense de la paix, réside dans le combat contre la bourgeoisie française que Billoux dénonçait justement en mai de cette année. Il n'y a pas d'autre voie pour lutter contre la guerre. En fait, les accusations portées contre Tillon et Marty sont également portées contre les militants communistes les plus conscients, qui pensent avec raison que « l'Union avec les traîtres », c'est-à-dire avec les bourgeois français, ne peut, en aucune façon, servir à la préservation de la paix.

Les sanctions contre Marty et Tillon sont le début d'une attaque en règle contre ceux d'entre vous qui refusent de s'incliner devant la décision de Staline, selon laquelle le mouvement pour la Paix « ne vise qu'à renverser le capitalisme et à établir le socialisme. »

## La tactique en 1944-1945

La résolution du Bureau politique d'octobre, précise toute une série d'accusations contre Marty et Tillon, concernant les années 1944-1945.

« D'excelentes camarades, note l'Humanité, ont pu croire sur la base d'une appréciation inexacte du rapport de forces, à ce moment-là, que la classe ouvrière aurait dû prendre le pouvoir à la Libération... Mais la seule politique possible était celle définie par Thorez au Vél d'Hiv, le 30 novembre 1944 :

« La tâche à ce moment : faire la guerre jusqu'à la victoire. » Cette politique précisée par Thorez est rappelée par la résolution du B.P. : « Il fallait dissoudre les milices et remettre toutes les armes : c'était absolument juste. Or, Marty et Tillon étaient contre dans leur for intérieur. Marty a dit à des camarades que la dissolution des milices était une faute. »

Il faut à cette occasion, rappeler que Tillon et Marty n'étaient pas seuls de cet avis : Henry Reynaud dans la Vie Ouvrière de novembre 1944 et Jacques Duclos dans l'Humanité déclaraient qu'ils étaient opposés à la dissolution des milices patriotiques. En fait, toutes la direction du P.C.F. et tous les militants étaient contre la remise des armes à la police de De Gaulle. Pour comprendre cette position, il est indispensable de se souvenir qu'en 1944, la débâcle du gouvernement de Vichy avait entraîné celle de l'Etat bourgeois. Les travailleurs en armes, organisés dans les milices patriotiques tenaient dans leurs mains avec leurs fusils et mitrailleurs, l'espoir d'un changement fondamental dans ce pays.

Mais la direction de votre parti, se considérant comme un simple « aile gauche du gaullisme », ne sût pas définir une ligne conséquente de lutte pour le pouvoir. Son attentisme servit De Gaulle, qui, bien sûr, put constituer son gouvernement et participer des ministères communistes.

C'est alors que Thorez qui revenait d'U.R.S.S. où s'était négocié le traité d'alliance franco-soviétique, céda aux injonctions de De Gaulle. Au C.C. d'Ivry, il fit sa déclaration solennelle : « Un seul Etat, une seule police, une seule administration. » Les milices remirent leurs armes aux flics. Ce qui, comme la suite des événements le démontra amplement, furent les utiliser : leur première victime fut le mineur Barbier, assassiné par les C.R.S. lors de la grève des mineurs. Ce qui permit, du surcroît, à la bourgeoisie française d'officialiser le pacte franco-soviétique comme un chiffon de papier !

Telle est l'exacte réalité que tous vous connaissez. Les résultats de la politique de vos dirigeants apparaissent peu satisfaisants à

## Manque d'internationalisme ?

« Chercher les racines de la politique du P.C.F., conduit inévitablement à poser le problème de la politique définie par Staline. »

Nous, Trotskyistes, nous ne considérons pas que ce soit une faute en soi que de lier la politique du P.C.F. à la politique de l'U.R.S.S. La seule question qui se pose est de savoir si, de ce lien, résulte ou non une politique conforme aux intérêts du Proletariat et de sa lutte révolutionnaire. « Les Proletariats n'ont pas de Patrie » et leur devoir est de faire obstacle aux desseins agressifs de leur propre bourgeoisie contre l'U.R.S.S., les démocraties populaires et contre la Révolution chinoise.

Mais nous considérons comme erronée la politique de Staline. De ce fait, nous considérons comme un mal la subordination complète et mécanique de la direction de votre parti à la politique de Staline et aux accords qu'il passe avec telle ou telle bourgeoisie.

La déclaration du B.P. du 3 octobre rappelle que : « Ces accords de Marty et Tillon portaient notamment sur le rôle de l'Union Soviétique... »

« Il y a chez Marty et Tillon une tendance à minimiser le rôle de l'Union Soviétique dans la Libération de la France. »

« L'attitude vis-à-vis de l'U.R.S.S. est la pierre de touche des Partis Communistes, tant sur le plan de l'internationalisme prolétarien que sur le plan d'une politique conséquente d'intendance nationale. »

« S'il est vrai que la pierre de touche de la politique des Partis Communistes est l'attitude vis-à-vis de l'U.R.S.S., cela confirme que pour apprécier la politique du P.C.F., il faut apprécier celle de l'U.R.S.S., et que la source des erreurs du P.C.F., il faut la chercher dans la politique de Staline. »

Sous diverses formes, il est, en somme, reproché à Marty et Tillon, d'avoir voulu faire passer la mobilisation des masses pour des objectifs de lutte de classes, avant la défense des objectifs diplomatiques de l'Union Soviétique. Comme si la lutte révolutionnaire des prolétaires entraînait en contradiction avec la défense de l'U.R.S.S. !

Comme si la seule véritable défense de l'Union Soviétique, la seule lutte effective contre la guerre ne résidait pas précisément dans la lutte révolutionnaire des masses pour renverser le capitalisme et établir le socialisme !

Comme si la stratégie de Lénine, au cours de la première guerre mondiale, la lutte de chaque prolétariat pour abattre

## Sacrifiés au Front National Uni

Si importantes que soient ces questions, elles n'expliquent pas pourquoi la direction de votre parti fait éclater maintenant une crise très grave et entretient la confusion par des accusations contradictoires et changeantes.

La raison profonde, nous la trouvons dans l'orientation vers le Front National Uni de collaboration des classes. Pour gagner la confiance des bourgeois français et de leurs valets radicaux, l'aile gauche de votre parti est frappée ; Tillon et

Marty, les premiers, sont menacés d'exclusion sans avoir droit à la parole.

Celui qui symbolise depuis 25 ans, les aspirations révolutionnaires de plusieurs générations de communistes, André Marty, tombe pour prouver aux capitalistes que l'offre de front national est sincère et que votre Parti ne vise pas à renverser le capitalisme et à établir le socialisme. Voilà pourquoi il ne peut écrire d'autocritique valable : son exclusion est une pièce nécessaire à l'édification de l'union entre les trahis et les traîtres.

## Pour la démocratie ouvrière

Travailleurs communistes, un des secrétaires du Parti et un membre du Bureau Politique, sont dénoncés comme des corps étrangers et vous êtes exclus sans que vous ayez le droit de les entendre.

Les accusateurs seuls s'expriment et se chargent eux-mêmes de vous exposer les points de vue des accusés. Marty et Tillon ont écrit plusieurs « auto-critiques » jugées insuffisantes. Si insuffisantes même que les accusateurs ne les ont pas portés à votre connaissance, vous refusant le droit et la capacité de juger par vous-mêmes.

Ce qui est exigé de Marty et Tillon c'est de capituler avant d'être exclus. Ce qui est exigé de vous, c'est de croire sur parole et d'approuver.

Mais vous êtes des communistes. Avec Lénine, vous pensez que seul peut croire sur parole un imbécile sans espoir. Avec Lénine, vous voulez une auto-critique honnête des fautes commises par le Parti et non la liquidation de boucs émissaires pour faire oublier les fautes passées (ceux-ci ont eu le tort de critiquer) et pour en préparer de bien plus désastreuses avec la politique du Front National Uni.

La discussion démocratique des ques-

N.D.L.R. — L'ampleur de ce document ne nous a pas permis de le reproduire entièrement, et en particulier un chapitre concernant les problèmes du Front unique et du gouvernement de front unique socialiste-communiste, ainsi que les accusations contre Marty et Tillon, qui ont été publiées en accord avec le Parti socialiste pour lutter contre de Gaulle. Le texte de cette lettre est publié intégralement par ailleurs.

En ce sens, Tillon a parfaitement raison de rappeler qu'en 1944, nous aurions pu prendre le pouvoir et si nous ne l'avons pas fait, c'est pour rester fidèles à nos engagements. En 1944, les communistes ont participé au gouvernement De Gaulle et celui-ci (après Roosevelt, Truman et Churchill à Yalta et à Potsdam) a signé un accord avec Staline à Moscou. C'est effectivement pour rester fidèles à nos engagements que le P.C.F. n'a pas pu lutter pour le pouvoir. C'est pour respecter ces accords que les milices ont été dissoutes, les armes rendues à la Police, que le P.C. Grac a signé avec Churchill l'accord de Yalta qui a permis l'écrasement des partisans grecs.

« L'Union Soviétique dans la Libération de la France. »

« S'il est vrai que la pierre de touche de la politique des Partis Communistes est l'attitude vis-à-vis de l'U.R.S.S., cela confirme que pour apprécier la politique du P.C.F., il faut apprécier celle de l'U.R.S.S., et que la source des erreurs du P.C.F., il faut la chercher dans la politique de Staline. »

Comme si la seule véritable défense de l'Union Soviétique, la seule lutte effective contre la guerre ne résidait pas précisément dans la lutte révolutionnaire des masses pour renverser le capitalisme et établir le socialisme !

Comme si la stratégie de Lénine, au cours de la première guerre mondiale, la lutte de chaque prolétariat pour abattre

sa propre bourgeoisie, n'était pas la condition même de la victoire contre l'impérialisme !

## Comment défendre l'U.R.S.S. ?

« L'Union Soviétique dans la Libération de la France. »

« S'il est vrai que la pierre de touche de la politique des Partis Communistes est l'attitude vis-à-vis de l'U.R.S.S., cela confirme que pour apprécier la politique du P.C.F., il faut apprécier celle de l'U.R.S.S., et que la source des erreurs du P.C.F., il faut la chercher dans la politique de Staline. »

Comme si la seule véritable défense de l'Union Soviétique, la seule lutte effective contre la guerre ne résidait pas précisément dans la lutte révolutionnaire des masses pour renverser le capitalisme et établir le socialisme !

Comme si la stratégie de Lénine, au cours de la première guerre mondiale, la lutte de chaque prolétariat pour abattre

## Pour la démocratie ouvrière

Travailleurs communistes, un des secrétaires du Parti et un membre du Bureau Politique, sont dénoncés comme des corps étrangers et vous êtes exclus sans que vous ayez le droit de les entendre.

Les accusateurs seuls s'expriment et se chargent eux-mêmes de vous exposer les points de vue des accusés. Marty et Tillon ont écrit plusieurs « auto-critiques » jugées insuffisantes. Si insuffisantes même que les accusateurs ne les ont pas portés à votre connaissance, vous refusant le droit et la capacité de juger par vous-mêmes.

Ce qui est exigé de Marty et Tillon c'est de capituler avant d'être exclus. Ce qui est exigé de vous, c'est de croire sur parole et d'approuver.

Mais vous êtes des communistes. Avec Lénine, vous pensez que seul peut croire sur parole un imbécile sans espoir. Avec Lénine, vous voulez une auto-critique honnête des fautes commises par le Parti et non la liquidation de boucs émissaires pour faire oublier les fautes passées (ceux-ci ont eu le tort de critiquer) et pour en préparer de bien plus désastreuses avec la politique du Front National Uni.

La discussion démocratique des ques-

N.D.L.R. — L'ampleur de ce document ne nous a pas permis de le reproduire entièrement, et en particulier un chapitre concernant les problèmes du Front unique et du gouvernement de front unique socialiste-communiste, ainsi que les accusations contre Marty et Tillon, qui ont été publiées en accord avec le Parti socialiste pour lutter contre de Gaulle. Le texte de cette lettre est publié intégralement par ailleurs.



## 22 OCTOBRE 1941 CHATEAUBRIANT

22 OCTOBRE 1941 : Des camarades sont tombés sous les coups fascistes. Ils sont tombés pour que nous connaissions un avenir meilleur. Les 27 communistes fusillés à Châteaubriant sont morts en espérant l'avènement du pouvoir ouvrier. Parmi eux, les trotskistes Guégnon et Bourhis.

22 OCTOBRE 1945. C'est la collaboration de classe de Thorez et De Gaulle. C'est la dissolution des milices ouvrières, c'est le « produire d'abord, revendiquer ensuite », c'est « la grève, arme des trahis ».

## 22 OCTOBRE 1952.

La réaction inaugure un monument pour les otages fusillés. Les collabos, les patrons, les réactionnaires les plus en vue pendant l'occupation, président à l'inauguration. Les travailleurs nantis ont réagi. Ils ont déserté l'inauguration officielle du 22 octobre, à 11 h., et sont allés se recueillir à 18 h., pour ne pas se mêler à cette clique. C'est bien, mais encore là, il faut que les camarades travailleurs du P.C.F. et de la C.G.T., de F.O. et de la S.F. I.O. aillent plus loin, exigent que leurs dirigeants fassent l'unité pour un gouvernement ouvrier-paysan. BETTIER.

S.E.L. 46, rue de l'Arbre-Sec C.C.P. S.P.E.L. 603.201 Paris. NOUS RECOMMANDONS : J. DANOS et M. GIBELIN : Juin 30 ..... 550. RABEMANANJARA : Madagascar ..... 440. J. BELDEN : La Chine ..... 690. MAO TSE TUNG : La Nouvelle Démocratie ..... 300. W. WILNY L'AVENIR DE L'U.R.S.S. vu par les dirigeants impérialistes américains et par un révolutionnaire soviétique. Dépositaire exclusif : S.P.E.L., 46 rue de l'Arbre-Sec PARIS. C.C.P. 603.201. Prix unitaire ..... 60 fr. Par dix ..... 500 fr. Par cent ..... 4.000 fr.

THESE S (III) - La Bu THESE V L'expansionnisme soviétique trouve son origine dans le fait que la bureaucratie stalinienne, obligée de défendre l'U.R.S.S. à sa façon pour maintenir et accroître « son » pouvoir, ses privilèges (ce qui est le but de son existence), se confronte avec un degré de décomposition du régime capitaliste dans des pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'influence sans risquer d'être débordée par la révolution prolétarienne internationale. Cette situation est, en dernière analyse, le résultat de la modification des rapports de force mondiaux entre les classes et ne prouve nullement l'existence « d'aspirations expansionnistes » de la bureaucratie. Elle ne correspond nullement à une « logique profonde » de la société soviétique, ou à un besoin inhérent à son économie. Historiquement, la bureaucratie ne peut consolider son pouvoir sur les pays de sa zone d'influence qu'en les assimilant structurellement à l'U.R.S.S. Mais cela est seulement vrai d'un point de vue historique. L'expérience a déjà prouvé que la bureaucratie régnante d'un Etat ouvrier dégénéré peut, sous certaines conditions, maintenir temporairement à son profit les rapports de propriété bourgeoise dans les autres pays du bloc, pendant de longues années. Il possède depuis 5 ans ses sociétés mixtes dans les pays limitrophes, qui lui permet d'étendre sa zone d'in



# LE FRONT OUVRIER

## In exemple

Le gouvernement Pinay tire sa « force » et son cynisme anti-ouvrier de la force ouverte des cadres ouvriers. Si le mouvement ouvrier organisé laissait sans riposte l'arrestation de Le Léop, secrétaire général de la C.G.T., toutes les organisations ouvrières seraient bientôt frappées. Aujourd'hui, Le Léop, élu à l'exécutif, demain rien n'empêchera le gouvernement d'expédier Bothebert s'il a cessé de plaier !

Il est nécessaire de relever l'attitude scandaleuse de certains dirigeants de Force Ouvrière qui, tels ceux de la Loire, subordonnent leur participation à l'action pour la libération de Le Léop à des conditions inadmissibles.

Le Bureau de l'U.D.-F.O. de la Loire se déclarait prêt à lever une protestation contre les mesures gouvernementales si la C.G.T. abandonnait son orientation ou si Le Léop démissionnait de la F.S.M., en un mot si les dirigeants de la C.G.T. abandonnaient leur organisation pour passer... à la C.G.T.-F.O. ! Voilà une bien curieuse conception de la liberté d'opinion pour des syndicats dits libres.

Qui, plus est l'U.D.-F.O. de la Loire déclare à peu près que Le Léop est arrêté pour des motifs « politiques » tant pis pour lui. On a l'impression que ces « syndicats » dits libres se félicitent de la répression gouvernementale.

La tâche d'arracher le dirigeant de la C.G.T. aux griffes de la répression bourgeoise incombe aux militants et organisations de toutes tendances. Fort heureusement sont les militants Force Ouvrière qui comprennent qu'au-delà des divergences, il y a le front de classe : tout militant ouvrier qui se respecte, sait que les divergences à l'intérieur du mouvement ouvrier ne peuvent être réglées par la police.

Une initiative réalisée à la Caisse centrale d'allocations familiales mérite d'être signalée. En effet, dans cet organisme de la Sécurité sociale, des militants de toutes tendances ont pris l'initiative de lancer une pétition dans l'entreprise. Fait important, des militants F.O. et C.F.T.C. ont entendu définir leur propre position.

D'une part, l'appel est signé par trois militants de F.O. et deux militants C.F.T.C. qui « sans engager leur organisation, bien que n'étant pas d'accord avec la ligne syndicale de la C.G.T., estiment que l'arrestation d'Alain Le Léop est une atteinte aux libertés démocratiques et une tentative de déstabiliser les travailleurs au moment où s'engage la bataille des salaires. A ce titre, ils entendent protester et vous appellent à signer tous pour la libération immédiate du secrétaire général de la C.G.T. »

D'autre part, dans une autre partie de la même pétition, un militant C.F.T.C. cinq militants F.O., Pierre Bousseil (exclu de la C.G.T.) et la section syndicale C.G.T., précisent que « l'arrestation d'Alain Le Léop secrétaire général de la C.G.T., organisation qui mène une lutte active pour la défense des revendications, pour la paix et pour la cessation de l'injuste guerre au Viet-Nam, est engagée au moment même où toute la classe ouvrière est engagée dans la bataille des salaires et où le gouvernement s'apprête à porter des coups à la Sécurité sociale. Ils appellent tous les employés à mettre en échec le gouvernement qui tente de renouveler les attaques de 1939 contre les militants ouvriers et la dissolution de la C.F.T.C. suivit de près celle de la C.G.T. Ils exigent la libération d'Alain Le Léop et de tous les emprisonnés et l'arrêt des poursuites intentées contre eux.

La réunion rapide de la Commission des conventions collectives.

La revalorisation des salaires ; le respect des accords du 26 juin.

L'amélioration de la Sécurité sociale.

Nous avons tenu à citer intégralement le texte de cette pétition, car il y a là un exemple d'unité d'action honnête, où chaque tendance conserve sa propre physionomie, tout en réalisant un accord sur une revendication vitale pour tous. Généraliser ces expériences en organisant sur ce type des comités d'unité d'action, permettrait de surmonter les obstacles et les disputes sur la route de la réalisation du Front unique de la base au sommet.



## Léon MAUVAIS à Clermont-Ferrand

Une Assemblée des cadres syndicaux s'est tenue à Clermont-Ferrand, vendredi 10 octobre.

Cette assemblée a eu lieu à la Maison du Peuple, avec la participation de Léon Mauvais.

Marchand, secrétaire de l'U.D., président de la Fédération des cadres syndicaux, a tenu à préciser que peu d'activités des membres de la C.G.T. départementale, dettes des syndicats pour 1951, qui s'élevaient à 1.300.000 fr., 400 millions de ces cotisations à la trésorerie nationale, baisse dans la vente des journaux, etc. Un point positif malgré tout, l'unité d'action, réalisée sur certains points avec l'U.D.-C.F.T.C., le M.L.P., l'Association des vieux travailleurs, le syndicat autonome de l'Enseignement, de la Banque, des usines Oiler.

Les auditeurs ont ensuite sollicités pour exposer leurs critiques, leurs expériences, leurs suggestions. Malgré de pressants appels, personne ne bouge. Léon Mauvais intervient pour inviter les cadres syndicaux à prendre la parole.

Tout d'abord Brandely, au syndicat du Livre, rappelle qu'une revendication est née devant ou second ordre, l'échelle mobile, il pense que des demandes d'augmentation de 10 ou 15 % sont sans lendemain. De ce fait, le rapport moral de Frischmann, secrétaire général, se trouve plus particulièrement axé sur la question des revalorisations. Notamment, toutes l'historigraphie du Bureau Fédéral concerne cette question.

La ligne revendicative d'un syndicat est, en effet, dans les P.T.T., d'une importance exceptionnelle. Suivant sa formulation, elle peut ou ne peut pas donner de l'espoir aux masses de postiers défavorisés par le reclassement de 1949. Rétablir une vie syndicale qui, aujourd'hui, fait défaut, résorber la très importante scission syndicale, stopper l'hémorragie des cadres, etc. Les grandes difficultés financières des syndicats, rendre enfin possible la lutte sous ses formes multiples.

Ces d'ailleurs, ce qu'avaient ressenti les dirigeants de la Fédération Postale quand, en décembre 1950, au congrès précédent, ils firent coïncider spectaculairement le changement de secrétaire général avec la formulation de mots d'ordre revendicatifs nouveaux. Rompant en apparence avec la hiérarchie, ils firent entrer les cadres trop favorisés par le Reclassement, proclamant : « Les plus défavorisés d'abord » et : « Plus de grèves des cheminots ». Ils soulignèrent la nécessité de revaloriser le pouvoir d'achat, donc les salaires de base et formellement : « La dernière tranche de reclassement ne doit pas être inférieure à 4.250 francs ».

Quelques mois plus tard, multipliant ce chiffre par l'indice de l'augmentation du coût de vie, ils conclurent les « 6.500 francs dégressifs ».

Mais, aujourd'hui, Frischmann s'inscrit en faux contre cette orientation : « Partis d'une revendication faite au Congrès de décembre 1950 nous nous abouissions à une formulation qui ne l'était plus. » Il ajoute qu'au Conseil National de fin 51 « nous parvenions à rendre clair ce qu'il y avait de dangereux dans la formule ; nous ne voulions pas nous laisser prendre par les catégories si nombreuses... »

« Le problème est qu'elles se battent pour elles en profitant des luttes communes, des plate-formes communes pour éviter l'isolement. » De quel isolement s'agit-il ? Bien entendu, des petites catégories à l'égard des cadres.

Et Frischmann vient théoriser son retour à la hiérarchie : « L'expérience a montré que la hiérarchie s'est écrite en même temps que le pouvoir d'achat à la base. L'expérience commande donc de ne jamais perdre de vue cette étroite solidarité des deux phénomènes. Cette remarque est encore plus valable si nous tenons compte dans les comparaisons du montant des salaires... »

Cet argument aussi réactionnaire que stupide montre comment Frischmann entend her le sort des défavorisés aux dépens de la même base. Il croit que la revendication de 4.250 francs d'il y a deux ans « s'opposait à la revendication de 6.500 francs de la hiérarchie en soi ». Car s'il la qualifie plus loin de « revendication juste », c'est, tout en fait, contre toute apparence, que le syndicat comprend hiérarchisé intégralement.

Une telle orientation trouve des applications concrètes. Dans le rapport pour la catégorie des employés, on part en guerre contre Laflèche de Paris 13 qui « rejette avec mépris le Principauté ». Nous sommes d'accord avec Laflèche.

## LES VALETS SE BATTENT sous les couleurs de leurs maîtres

L'agent direct du département d'Etat dans le mouvement ouvrier mondial, Irving Brown (dont la sollicitude pour l'U.D. est bien connue) vient de signifier à L. Jouhaux que la « Démocratie combattante » ne lui agréé pas. Pourquoi ? parce que cette initiative serait entachée de « neutralisme ».

A la veille du Congrès confédéral de Force Ouvrière, la brutale intrusion d'Irving Brown prend toute sa signification. L'impérialisme américain et ses agents directs préparent la guerre. Dans la voie de cette préparation, ils entendent se subordonner également les impérialismes secondaires, dont la France, et domestiquer le mouvement syndical réformiste.

La bourgeoisie française voyant que Wall-Street s'efforce de liquider ses positions dans le monde, essaie d'offrir une résistance que se traduit par un certain « neutralisme » des milieux capitalistes français. Ils sont effrayés parce qu'ils comprennent dans le cadre de la III<sup>e</sup> guerre mondiale, ils seront ravalés au niveau de la Grèce.

Jouhaux est l'agent de l'impérialisme

français dans les rangs ouvriers, président du Conseil économique, délégué français à l'O.C.E., etc. Jouhaux a permis, à la suite de Herriot, Pinay, Auriol et consorts, de préserver les positions françaises en Afrique du Nord ou en Europe. Il s'efforce d'être en conformité avec ce but, qui dans une certaine mesure entre en contradiction avec les buts de l'impérialisme américain.

Les rémouvements provoqués par ce conflit dans le monde, essaie d'offrir une résistance que se traduit par un certain « neutralisme » des milieux capitalistes français. Ils sont effrayés parce qu'ils comprennent dans le cadre de la III<sup>e</sup> guerre mondiale, ils seront ravalés au niveau de la Grèce.

Les véritables militants syndicalistes de F.O. repousseront du pied les remous de l'agent d'Irving Brown, les Bourre et autres Lafont sans se laisser prendre au piège du « neutralisme » de collaboration de classes de Léon Jouhaux.

## CONGRÈS DE LA FEDERATION POSTALE C.G.T.

C'est dans le cadre de la campagne pour l'augmentation de salaires lancée par la C.G.T. que se tiendra en novembre le 10<sup>e</sup> Congrès de la Fédération Postale. De ce fait, le rapport moral de Frischmann, secrétaire général, se trouve plus particulièrement axé sur la question des revalorisations. Notamment, toutes l'historigraphie du Bureau Fédéral concerne cette question.

La ligne revendicative d'un syndicat est, en effet, dans les P.T.T., d'une importance exceptionnelle. Suivant sa formulation, elle peut ou ne peut pas donner de l'espoir aux masses de postiers défavorisés par le reclassement de 1949. Rétablir une vie syndicale qui, aujourd'hui, fait défaut, résorber la très importante scission syndicale, stopper l'hémorragie des cadres, etc. Les grandes difficultés financières des syndicats, rendre enfin possible la lutte sous ses formes multiples.

Ces d'ailleurs, ce qu'avaient ressenti les dirigeants de la Fédération Postale quand, en décembre 1950, au congrès précédent, ils firent coïncider spectaculairement le changement de secrétaire général avec la formulation de mots d'ordre revendicatifs nouveaux. Rompant en apparence avec la hiérarchie, ils firent entrer les cadres trop favorisés par le Reclassement, proclamant : « Les plus défavorisés d'abord » et : « Plus de grèves des cheminots ». Ils soulignèrent la nécessité de revaloriser le pouvoir d'achat, donc les salaires de base et formellement : « La dernière tranche de reclassement ne doit pas être inférieure à 4.250 francs ».

Quelques mois plus tard, multipliant ce chiffre par l'indice de l'augmentation du coût de vie, ils conclurent les « 6.500 francs dégressifs ».

Mais, aujourd'hui, Frischmann s'inscrit en faux contre cette orientation : « Partis d'une revendication faite au Congrès de décembre 1950 nous nous abouissions à une formulation qui ne l'était plus. » Il ajoute qu'au Conseil National de fin 51 « nous parvenions à rendre clair ce qu'il y avait de dangereux dans la formule ; nous ne voulions pas nous laisser prendre par les catégories si nombreuses... »

« Le problème est qu'elles se battent pour elles en profitant des luttes communes, des plate-formes communes pour éviter l'isolement. » De quel isolement s'agit-il ? Bien entendu, des petites catégories à l'égard des cadres.

Et Frischmann vient théoriser son retour à la hiérarchie : « L'expérience a montré que la hiérarchie s'est écrite en même temps que le pouvoir d'achat à la base. L'expérience commande donc de ne jamais perdre de vue cette étroite solidarité des deux phénomènes. Cette remarque est encore plus valable si nous tenons compte dans les comparaisons du montant des salaires... »

Cet argument aussi réactionnaire que stupide montre comment Frischmann entend her le sort des défavorisés aux dépens de la même base. Il croit que la revendication de 4.250 francs d'il y a deux ans « s'opposait à la revendication de 6.500 francs de la hiérarchie en soi ». Car s'il la qualifie plus loin de « revendication juste », c'est, tout en fait, contre toute apparence, que le syndicat comprend hiérarchisé intégralement.

Une telle orientation trouve des applications concrètes. Dans le rapport pour la catégorie des employés, on part en guerre contre Laflèche de Paris 13 qui « rejette avec mépris le Principauté ». Nous sommes d'accord avec Laflèche.

Il n'a pas une politique qui « tout ou rien, peut-être historique, mais qui n'a jamais rempli l'escarcelle de personne ».

C'est là une politique unitaire. Nous rejetons le « principalat » parce qu'il accentue la hiérarchie, remplace l'esprit syndicaliste par la compétition des catégories. Laflèche de Paris 13 qui « rejette avec mépris le Principauté ». Nous sommes d'accord avec Laflèche.

Il n'a pas une politique qui « tout ou rien, peut-être historique, mais qui n'a jamais rempli l'escarcelle de personne ».

C'est là une politique unitaire. Nous rejetons le « principalat » parce qu'il accentue la hiérarchie, remplace l'esprit syndicaliste par la compétition des catégories. Laflèche de Paris 13 qui « rejette avec mépris le Principauté ». Nous sommes d'accord avec Laflèche.

Il n'a pas une politique qui « tout ou rien, peut-être historique, mais qui n'a jamais rempli l'escarcelle de personne ».

C'est là une politique unitaire. Nous rejetons le « principalat » parce qu'il accentue la hiérarchie, remplace l'esprit syndicaliste par la compétition des catégories. Laflèche de Paris 13 qui « rejette avec mépris le Principauté ». Nous sommes d'accord avec Laflèche.

Il n'a pas une politique qui « tout ou rien, peut-être historique, mais qui n'a jamais rempli l'escarcelle de personne ».

C'est là une politique unitaire. Nous rejetons le « principalat » parce qu'il accentue la hiérarchie, remplace l'esprit syndicaliste par la compétition des catégories. Laflèche de Paris 13 qui « rejette avec mépris le Principauté ». Nous sommes d'accord avec Laflèche.

Il n'a pas une politique qui « tout ou rien, peut-être historique, mais qui n'a jamais rempli l'escarcelle de personne ».

C'est là une politique unitaire. Nous rejetons le « principalat » parce qu'il accentue la hiérarchie, remplace l'esprit syndicaliste par la compétition des catégories. Laflèche de Paris 13 qui « rejette avec mépris le Principauté ». Nous sommes d'accord avec Laflèche.

Il n'a pas une politique qui « tout ou rien, peut-être historique, mais qui n'a jamais rempli l'escarcelle de personne ».

C'est là une politique unitaire. Nous rejetons le « principalat » parce qu'il accentue la hiérarchie, remplace l'esprit syndicaliste par la compétition des catégories. Laflèche de Paris 13 qui « rejette avec mépris le Principauté ». Nous sommes d'accord avec Laflèche.

## LE MIROIR AUX ALOUETTES

(Suite de la première page) dre position : Herriot, Daladier, Neugebren, Denis, etc.

gouvernement au service des travailleurs, le gouvernement communiste.

« On s'explique l'accomplissement pour lequel Marty et Tillon — qui ne voulaient pas rendre les armes en 1945 — sont considérés par la direction du P.C.F. comme des corps étrangers dans leur parti, pourquoy les auteurs des lettres protestant contre les décisions du C.C. ont été traités par Lecœur » de petits bourgeois peureux ».

« Chaque réalisation unitaire aide à prendre conscience de cette possibilité. De toutes nos forces propulsons une revendication réalisable, popularisons-la, étendons-la. »

« La bourgeoisie française s'acquiesce à un rapprochement avec Moscou quant à ce qui contribuera à résoudre ses difficultés. C'est-à-dire, à trouver un règlement lui permettant de sauver le maximum au Viet-Nam, de solidifier sa position en Afrique du Nord, de faire retomber sur la classe ouvrière française ses difficultés économiques. »

« Les mineurs entrent en lutte. Ils mènent un combat héroïque contre un gouvernement qui se déchaîne contre eux. Jules Moch, alors ministre de l'Intérieur, illustre, particulièrement par sa politique anti-ouvrière. Les jours passent... Les mineurs sont seuls. Pour que leur combat ne soit pas inutile — et la seule chance pour qu'il soit victorieux — il faut que d'autres corporations entrent à leur côté, dans la bataille. C'est ce que Renard explique à une assemblée du département des Forges. En vain... Trois semaines plus tard, les mineurs sont contraints de reprendre le travail sans avoir rien obtenu. »

« L'aide que pourraient apporter les dirigeants du P.C.F. à la bourgeoisie consistait à paralyser les réactions des travailleurs et à leur faire entendre sous le couvert de phrases gauchistes, l'offensive contre Marty et Tillon, visée à l'époque, et qui dans le P.C.F. sont susceptibles de se dresser contre une pareille politique. Cette offensive opportuniste s'accompagne d'une opposition à la fois plus en plus violente à tout Front unique avec le Parti socialiste, ce qui rend bien service aux dirigeants socialistes, trop heureux des prétextes ainsi fournis à leur propre refus de l'unité d'action ! »

« L'industrie de l'automobile entre en lutte. Chez Renault, la grève se présente dans de bonnes conditions : le Front unique est réalisé entre les organisations syndicales. Dans un tract du 24 février, les trotskistes déclarent : « Votez aux assemblées générales, dans tous les Comités de grève des résolutions demandant la grève générale illimitée de toute la métallurgie française. La défaite de cette grève serait terrible. » Le 25 du même mois, les trotskistes adressent aux organisations syndicales groupées dans le Cartel d'Unité d'Action, une lettre demandant la parole pour un meeting square Henri-Barbusse. A ce moment, le comité syndical ne répond à cet appel. Le 8 mars, les trotskistes, de nouveau par tract, disent : « Ouvrier de chaque Confédération syndicale, exigez de vos diri-

« Si même un rapprochement avec Moscou se précipitait au prix du sacrifice du mouvement ouvrier français, ce ne serait que pour un temps. Le temps pour le bourgeois de se renforcer, de résoudre ses difficultés, les plus pressantes, après quoi elle se retournerait vers Washington pour vendre à plus haut prix ses services. »

« L'industrie de l'automobile entre en lutte. Chez Renault, la grève se présente dans de bonnes conditions : le Front unique est réalisé entre les organisations syndicales. Dans un tract du 24 février, les trotskistes déclarent : « Votez aux assemblées générales, dans tous les Comités de grève des résolutions demandant la grève générale illimitée de toute la métallurgie française. La défaite de cette grève serait terrible. » Le 25 du même mois, les trotskistes adressent aux organisations syndicales groupées dans le Cartel d'Unité d'Action, une lettre demandant la parole pour un meeting square Henri-Barbusse. A ce moment, le comité syndical ne répond à cet appel. Le 8 mars, les trotskistes, de nouveau par tract, disent : « Ouvrier de chaque Confédération syndicale, exigez de vos diri-

« Le mouvement ouvrier est encore puissant. Les expériences de ces dernières années ont laissé leurs profondes empreintes dans la conscience ouvrière. L'obstacle qui empêche cette expérience de se concrétiser en actions est la division du mouvement ouvrier. C'est cet obstacle qu'il faut vaincre. Il faut montrer que les revendications ouvrières peuvent être satisfaites, les libertés garanties, qu'il est possible d'en finir avec les répressions et les guerres coloniales en accordant l'indépendance totale aux peuples, que l'on peut en terminer avec le budget de préparation à la guerre. Pour cela il suffirait que les partis socialistes et communistes, rompant avec leur politique présente, réalisent le Front unique et organisent la lutte pour un

« L'industrie de l'automobile entre en lutte. Chez Renault, la grève se présente dans de bonnes conditions : le Front unique est réalisé entre les organisations syndicales. Dans un tract du 24 février, les trotskistes déclarent : « Votez aux assemblées générales, dans tous les Comités de grève des résolutions demandant la grève générale illimitée de toute la métallurgie française. La défaite de cette grève serait terrible. » Le 25 du même mois, les trotskistes adressent aux organisations syndicales groupées dans le Cartel d'Unité d'Action, une lettre demandant la parole pour un meeting square Henri-Barbusse. A ce moment, le comité syndical ne répond à cet appel. Le 8 mars, les trotskistes, de nouveau par tract, disent : « Ouvrier de chaque Confédération syndicale, exigez de vos diri-

« L'industrie de l'automobile entre en lutte. Chez Renault, la grève se présente dans de bonnes conditions : le Front unique est réalisé entre les organisations syndicales. Dans un tract du 24 février, les trotskistes déclarent : « Votez aux assemblées générales, dans tous les Comités de grève des résolutions demandant la grève générale illimitée de toute la métallurgie française. La défaite de cette grève serait terrible. » Le 25 du même mois, les trotskistes adressent aux organisations syndicales groupées dans le Cartel d'Unité d'Action, une lettre demandant la parole pour un meeting square Henri-Barbusse. A ce moment, le comité syndical ne répond à cet appel. Le 8 mars, les trotskistes, de nouveau par tract, disent : « Ouvrier de chaque Confédération syndicale, exigez de vos diri-

« L'industrie de l'automobile entre en lutte. Chez Renault, la grève se présente dans de bonnes conditions : le Front unique est réalisé entre les organisations syndicales. Dans un tract du 24 février, les trotskistes déclarent : « Votez aux assemblées générales, dans tous les Comités de grève des résolutions demandant la grève générale illimitée de toute la métallurgie française. La défaite de cette grève serait terrible. » Le 25 du même mois, les trotskistes adressent aux organisations syndicales groupées dans le Cartel d'Unité d'Action, une lettre demandant la parole pour un meeting square Henri-Barbusse. A ce moment, le comité syndical ne répond à cet appel. Le 8 mars, les trotskistes, de nouveau par tract, disent : « Ouvrier de chaque Confédération syndicale, exigez de vos diri-

## Réintégration des exclus dans la C.G.T.

« (Suite de la première page) geants qu'ils réalisent le Front unitaire pour la grève générale illimitée de toutes les corporations pour les deux mille francs par tous ». Quinze jours plus tard, les ouvriers rentrent sans avoir rien obtenu.

« Le métré entre en lutte. Le coût de la vie n'a cessé d'augmenter. Des dizaines de milliers de travailleurs ont voté dans ce combat des gars de la R.A.T.E. L'unique possibilité de prendre enfin leur revanche sur un patronat qui ne cesse de gagner du terrain depuis bientôt sept ans. »

« Chez Renault, les trotskistes, dont Renard, regroupés avec d'autres militants ouvriers, écrivent dans un tract le 19 mars : « Le moment est favorable ! A l'exemple du métré, dans l'unité, agissons pour vaincre !. Le 20 mars, les trotskistes, toujours dans un tract, disent : « Aujourd'hui, c'est le moment !... Contre Lefaucheux, pour nos revendications, c'est aujourd'hui qu'il faut se battre !... Après le métré, les cheminots ont débrayé... De leur propre chef, les trotskistes organisent un meeting, place Nationale, que les bureaucrates staliniens boycottèrent. Les gars du métré restèrent seuls et gagnèrent l'échoua. Au bout de trois semaines, ils entraient sans avoir rien obtenu. »

« Il est vrai que le 4 mai 1951, la section communiste française de chez Renault devait reconnaître, rendant compte de sa conférence de Section des 29 et 30 avril, que « les communistes occupant le poste de secrétaire des installés dans le syndicat de la métallurgie parisienne et au syndicat Renault, n'ont pas su répondre à la volonté de lutte des travailleurs par un mot d'ordre d'action et d'organisation du combat. »

« Mais qui avait donné, précisément, les motifs de ce combat ? Les raisons d'action et d'organisation ? Les trotskistes, dont Renard qui avait exclu de la C.G.T. cinq mois auparavant.

## LES EXCLUS DANS LA C.G.T.

« Les exemples pourraient être multipliés et on pourrait longuement s'étendre sur ce fait que, dans tel ou tel secteur, les exclus de la C.G.T. ouvriers furent licenciés pour les grèves du 11 février 1952. C'étaient deux ouvriers trotskistes. »

« La résolution de la section syndicale des forges décrétait l'exclusion de Renard se terminait par ces mots : « C'est là un bon travail de salubrité qui ne peut que renforcer notre lutte contre le patronat. Deux ans ont passé. La lutte contre le patronat ne s'est pas renforcée mais affaiblie. La désertion syndicale n'a pas diminué mais grandi. Par contre, l'offensive patronale et gouvernementale s'est accrue. Quel magnifique sujet d'auto-critique ! Le départ de Renard de la C.G.T. ne pouvait, selon les staliniens, que renforcer la lutte contre le patronat. S'il ne l'a pas fait, les raisons du marasme actuel de la classe ouvrière sont donc autres. Bien sûr ! Durant près de six ans, le permanisme de la politique trotskiste chez Renault s'est opposé à tous les zig zags de toutes les directions syndicales. »

« Au cours du Congrès Renault, nombreux furent les délégués, près de 45 %, qui s'abstinèrent de se prononcer sur le fait que le départ de Renard. Ceci est positif et démonstratif du fait que chaque militant du P.C. ou de la C.G.T. sait que s'il veut reconstruire sa section syndicale, et c'est aujourd'hui la tâche la plus urgente, il doit et il ne peut faire qu'avec les concours de tous les ouvriers, quelles que soient leurs opinions. Ce vote est démonstratif. Si les dirigeants syndicaux l'avaient voulu, la réintégration de Renard aurait été un fait accompli. Il ne faut pas vouloir parce qu'ils n'ont pas abandonné de façon décisive la politique passée qui fit tant de mal à la classe ouvrière. »

« Les différences s'accroissent entre les prix et les salaires. Plusieurs organisations importantes de Fonctionnaires tels que le F.N., l'U.G.F.F., la Fédération Postale et Services Publics (C.G.T.), ont chiffré le peu de salaire interprofessionnel garanti à 27.000 francs. Incontestablement, cela représente une catégorisation sérieuse pour les petites catégories, 7.000 francs à la base. Devons-nous alors polémiquer longuement avec les plus hauts salaires ? »

« La lutte des fonctionnaires contre l'Etat ne peut se mener réellement en brandissant le Statut de M. Thorez. Tout ou rien, peut-être historique, mais qui n'a jamais rempli l'escarcelle de personne. »

« Les différences s'accroissent entre les prix et les salaires. Plusieurs organisations importantes de Fonctionnaires tels que le F.N., l'U.G.F.F., la Fédération Postale et Services Publics (C.G.T.), ont chiffré le peu de salaire interprofessionnel garanti à 27.000 francs. Incontestablement, cela représente une catégorisation sérieuse pour les petites catégories, 7.000 francs à la base. Devons-nous alors polémiquer longuement avec les plus hauts salaires ? »

## LES DIFFÉRENCES S'ACCROISSENT

« Les différences s'accroissent entre les prix et les salaires. Plusieurs organisations importantes de Fonctionnaires tels que le F.N., l'U.G.F.F., la Fédération Postale et Services Publics (C.G.T.), ont chiffré le peu de salaire interprofessionnel garanti à 27.000 francs. Incontestablement, cela représente une catégorisation sérieuse pour les petites catégories, 7.000 francs à la base. Devons-nous alors polémiquer longuement avec les plus hauts salaires ? »

« La lutte des fonctionnaires contre l'Etat ne peut se mener réellement en brandissant le Statut de M. Thorez. Tout ou rien, peut-être historique, mais qui n'a jamais rempli l'escarcelle de personne. »

« Les différences s'accroissent entre les prix et les salaires. Plusieurs organisations importantes de Fonctionnaires tels que le F.N., l'U.G.F.F., la Fédération Postale et Services Publics (C.G.T.), ont chiffré le peu de salaire interprofessionnel garanti à 27.000 francs. Incontestablement, cela représente une catégorisation sérieuse pour les petites catégories, 7.000 francs à la base. Devons-nous alors polémiquer longuement avec les plus hauts salaires ? »

« La lutte des fonctionnaires contre l'Etat ne peut se mener réellement en brandissant le Statut de M. Thorez. Tout ou rien, peut-être historique, mais qui n'a jamais rempli l'escarcelle de personne. »

« Les différences s'accroissent entre les prix et les salaires. Plusieurs organisations importantes de Fonctionnaires tels que le F.N., l'U.G.F.F., la Fédération Postale et Services Publics (C.G.T.), ont chiffré le peu de salaire interprofessionnel garanti à 27.000 francs. Incontestablement, cela représente une catégorisation sérieuse pour les petites catégories, 7.000 francs à la base. Devons-nous alors polémiquer longuement avec les plus hauts salaires ? »

« La lutte des fonctionnaires contre l'Etat ne peut se mener réellement en brandissant le Statut de M. Thorez. Tout ou rien, peut-être historique, mais qui n'a jamais rempli l'escarcelle de personne. »